

**Chambre des Représentants
de Belgique**

SESSION ORDINAIRE 1993-1994 (*)

20 JUIN 1994

PROJET DE LOI

**modifiant, en ce qui concerne
l'établissement de l'impôt des
personnes physiques, le Code des
impôts sur les revenus 1992**

RAPPORT

**FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES (1)**

PAR M. OLIVIER

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre Commission a examiné ce projet de loi au cours de sa réunion du 16 juin 1994.

*
* *

(1) Composition de la Commission :

Président : M. Dupré.

A. — Titulaires :

C.V.P. MM. Dupré, Olivier, Pinxten, Taylor, Van Rompuy.
P.S. MM. Canon, Gilles, Mme Lizin, M. Namotte.
V.L.D. MM. Bril, Daems, Platteau, Verhofstadt.
S.P. MM. Colla, Dielens, Lisabeth.
P.R.L. MM. de Clippele, Michel.
P.S.C. MM. Langendries, Poncelet.
Ecolo/ Agalev VI. M. Van den Eynde.
Blok

B. — Suppléants :

MM. Ansoms, De Clerck, Eyskens, Goutry, Moors, Tant.
MM. Collart, Delizée, Dufour, Eerdekens, Harmegnies (M.).
MM. Cortois, Denys, Dewael, Van Mechelen, Vergote.
MM. Peeters (L.), Vande Lanotte, Van der Maelen, N.
MM. Bertrand, Ducarme, Kubla, Mme Corbisier-Hagon, MM. Grimberghs, Thissen.
MM. Detienne, Thiel, Mme Vogels.
MM. Annemans, Wymeersch.

Voir :

- 1479 - 93 / 94 :

— N° 1 : Projet transmis par le Sénat.

(*) Troisième session de la 48^e législature.

**Belgische Kamer
van Volksvertegenwoordigers**

GEWONE ZITTING 1993-1994 (*)

20 JUNI 1994

WETSONTWERP

**tot wijziging van het Wetboek van
de inkomstenbelastingen 1992,
wat de vestiging van de
personenbelasting betreft**

VERSLAG

**NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE FINANCIEN (1)**

UITGEBRACHT DOOR DE HEER OLIVIER

DAMES EN HEREN,

Uw Commissie heeft dit wetsontwerp besproken tijdens haar vergadering van 16 juni 1994.

*
* *

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer Dupré.

A. — Vaste leden :

C.V.P. HH. Dupré, Olivier, Pinxten, Taylor, Van Rompuy.
P.S. HH. Canon, Gilles, Mevr. Lizin, H. Namotte.
V.L.D. HH. Bril, Daems, Platteau, Verhofstadt.
S.P. HH. Colla, Dielens, Lisabeth.
P.R.L. HH. de Clippele, Michel.
P.S.C. HH. Langendries, Poncelet.
Ecolo/ Agalev VI. H. Van den Eynde.
Blok

B. — Plaatsvervangers :

HH. Ansoms, De Clerck, Eyskens, Goutry, Moors, Tant.
HH. Collart, Delizée, Dufour, Eerdekens, Harmegnies (M.).
HH. Cortois, Denys, Dewael, Van Mechelen, Vergote.
HH. Peeters (L.), Vande Lanotte, Van der Maelen, N.
HH. Bertrand, Ducarme, Kubla, Mevr. Corbisier-Hagon, HH. Grimberghs, Thissen.
HH. Detienne, Thiel, Mevr. Vogels.
HH. Annemans, Wymeersch.

Zie :

- 1479 - 93 / 94 :

— N° 1 : Ontwerp overgezonden door de Senaat.

(*) Derde zitting van de 48^e zittingsperiode.

I. — EXPOSE DU MINISTRE DES FINANCES

Le ministre précise qu'un des volets du système BELCOTAX a pour objet de supprimer progressivement l'obligation (annuelle) de déclaration à l'impôt des personnes physiques.

Il faut toutefois veiller à cet égard à préserver, de façon permanente, les droits des contribuables notamment en matière de déductions et de réductions fiscales.

Au cours de la période d'essai, qui prend cours dès cette année (exercice d'imposition 1994 — revenus 1993), les contribuables recevront une proposition d'imposition.

Ils pourront alors éventuellement faire part, à l'administration des contributions, de leur désaccord sur cette proposition dans le délai fixé dans le projet (un mois).

Si cette procédure s'avère efficace, le système BELCOTAX pourra être étendu à terme à la plupart des contribuables.

Le projet de loi à l'examen a précisément pour objet de donner un fondement juridique à la procédure suivie au cours de la période d'essai.

Il est évident que s'ils contestent la proposition d'imposition dans le délai fixé, les contribuables conservent toutes les possibilités de recours prévues par le Code des impôts sur les revenus.

II. — DISCUSSION

M. Olivier demande si la dispense de l'obligation de déclaration pourra, à l'avenir, être étendue à toutes les catégories de contribuables, quel que soit le montant de leurs revenus.

Un contribuable peut-il néanmoins demander à introduire une déclaration ?

Cette dispense d'obligation de déclaration ne posera-t-elle pas de problèmes au contribuable pour ce qui est de l'évaluation correcte des versements anticipés qu'il doit exécuter ?

Qu'advient-il si la proposition d'imposition n'est pas correctement adressée (si le contribuable a récemment déménagé par exemple) ? La proposition d'imposition est-elle dans ce cas assimilée à une déclaration inexacte ou incomplète ?

M. Canon attire l'attention sur quelques problèmes techniques qui pourraient se poser. Que se passera-t-il si la proposition d'imposition comporte une erreur au profit du contribuable (par exemple, en ce qui concerne le nombre d'enfants à charge) et que celui-ci ne le remarque pas ?

A son avis, le contribuable aura d'ailleurs toujours le droit de souscrire une déclaration.

Que se passera-t-il si le contribuable ne réagit pas à une proposition d'imposition mais introduit une déclaration d'impôt dûment complétée et signée dans le délai imparté ?

I. — INLEIDING VAN DE MINISTER VAN FINANCIËN

Een der onderdelen van het BELCOTAX-systeem, aldus *de minister*, bestaat in de geleidelijke afschaffing van de (jaarlijkse) aangifteplicht in de personenbelasting.

Hierbij dienen echter de rechten van de belastingplichtigen (inzake belastingaftrek en belastingvermindering) te allen tijde te worden gevrijwaard.

Tijdens de proefperiode, die reeds dit jaar (aanslagjaar 1994 — inkomsten 1993) aanvangt, wordt aan de belastingplichtigen een voorstel van aanslag gezonden.

Zij kunnen dan eventueel binnen de in het ontwerp bepaalde termijn (één maand) aan de belastingdiensten mededelen dat zij het niet eens zijn met dit voorstel.

Wanneer deze procedure werkbaar blijkt, kan het BELCOTAX-systeem aldus op termijn worden uitgebreid tot de grote meerderheid der belastingplichtigen.

Onderhavig wetsontwerp is precies bedoeld om een wettelijke basis te verschaffen voor de tijdens de proefperiode aangewende procedure.

Het spreekt vanzelf dat de belastingplichtigen, wanneer zij het voorstel van aanslag tijdig betwisten, alle in het Wetboek van de Inkomstenbelastingen bepaalde verhaalmogelijkheden behouden.

II. — BESPREKING

De heer Olivier vraagt of de vrijstelling van de aangifteplicht in de toekomst kan worden uitgebreid tot alle categorieën van belastingplichtigen, ongeacht het bedrag van hun inkomsten.

Kan de individuele belastingplichtige vragen om toch een aangifte in te dienen ?

Zal deze vrijstelling van aangifteplicht voor de belastingplichtige geen problemen scheppen voor de correcte inschatting van door hem te verrichten voorafbetalingen ?

Wat gebeurt er wanneer het voorstel van aanslag (bijvoorbeeld wanneer de belastingplichtige onlangs is verhuisd) niet op het juiste adres aankomt ? Wordt het voorstel van aanslag ook dan met een onvolledige of onjuiste aangifte gelijkgesteld ?

De heer Canon wijst op enkele technische problemen die zouden kunnen rijzen. Wat gebeurt er wanneer het voorstel van aanslag voor de belastingplichtige een vergissing in zijn voordeel bevat (bijvoorbeeld betreffende het aantal kinderen ten laste) en hij die zelf niet opmerkt ?

Naar zijn mening behoudt de belastingplichtige overigens het recht om zelf een aangifte in te dienen.

Wat gebeurt er wanneer een belastingplichtige niet reageert op het voorstel van aanslag doch wel, binnen de gestelde termijn zelf een degelijk ingevulde en ondertekende belastingaangifte indient ?

M. Lisabeth constate qu'en vertu de l'article 7, les dispositions du projet de loi à l'examen s'appliquent dès l'exercice d'imposition 1994. Or, les déclarations d'impôt afférentes à cette année doivent être introduites au plus tard pour le 30 juin prochain.

L'administration n'aurait-elle pas anticipé sur l'adoption du projet de loi à l'examen ?

L'intervenant s'enquiert également de l'état d'avancement de la réforme des procédures fiscales.

Le ministre des Finances confirme que le contribuable a le droit d'introduire lui-même une déclaration.

La dispense de l'obligation de déclaration proposée n'a aucune incidence sur le système des paiements anticipés.

La proposition d'imposition au sujet de laquelle le contribuable n'aura formulé aucune objection dans un délai d'un mois sera assimilée à une déclaration.

Les erreurs que comporterait éventuellement la proposition d'imposition seront dès lors assimilées à des erreurs commises dans une déclaration.

En vertu de l'article 354 du Code des impôts sur les revenus 1992, l'administration disposera dans ce cas d'un délai de trois ans pour rectifier l'erreur.

La proposition d'imposition ne sera envoyée que lorsque le délai imparti normalement aux contribuables pour introduire une déclaration est déjà expiré. Cette proposition d'imposition sera toutefois accompagnée d'un formulaire à l'aide duquel le contribuable qui ne peut marquer son accord sur la proposition pourra faire connaître ses observations.

La situation décrite par *M. Canon*, dans laquelle il y a interférence entre deux procédures, ne pourra donc pas se présenter dans la pratique.

Certaines catégories de contribuables ont été dispensées (sur la base de l'article 306 du CIR 1992) de l'obligation de déclaration par l'arrêté royal du 9 mai 1994 (*Moniteur belge* du 19 mai 1994). Il en allait d'ailleurs déjà de même par le passé pour les contribuables visés aux articles 178 et 179 de l'arrêté royal d'exécution du CIR 1992.

Les personnes visées nouvellement par l'arrêté royal précité ont déjà reçu la lettre figurant à l'annexe 2 du rapport du Sénat (Doc. n° 1077-2, p. 17).

Si le Parlement vote le projet de loi à l'examen, les intéressés recevront une proposition d'imposition dans le courant de la deuxième moitié de 1994 ou au début de 1995.

L'administration fiscale utilise les adresses des contribuables figurant au Registre national.

Même aujourd'hui, des problèmes se posent chaque année en ce qui concerne les contribuables ayant déménagé récemment. Il semble toutefois improbable que tant la proposition d'imposition que l'avertissement-extrait de rôle soient envoyés à l'ancienne adresse.

De heer Lisabeth stelt vast dat blijkens artikel 7 de bepalingen van onderhavig wetsontwerp reeds van toepassing zijn vanaf het aanslagjaar 1994. Nochtans moeten de belastingaangiften voor dat jaar uiterlijk op 30 juni aanstaande ingediend zijn.

Heeft de administratie soms geanticipeerd op de goedkeuring van onderhavig wetsontwerp ?

Spreker peilt ook naar de stand van zaken betreffende de hervorming van de belastingprocedures.

De minister van Financiën bevestigt dat de belastingplichtige het recht behoudt om zelf een belastingaangifte in te dienen.

De voorgestelde vrijstelling van de aangifteplicht heeft geen gevolgen voor het systeem der voorafbetalingen.

Een voorstel van aanslag waartegen binnen de maand geen bezwaar wordt gemaakt, wordt met een aangifte gelijkgesteld.

Eventuele vergissingen in dergelijk voorstel van aanslag worden derhalve gelijkgesteld met vergissingen in een aangifte.

Overeenkomstig artikel 354 van het Wetboek van de Inkomstenbelastingen 1992 beschikt de administratie dan over een termijn van drie jaar om deze vergissing recht te zetten.

Het voorstel van aanslag zal pas worden toegevoerd wanneer de normale termijn voor de belastingplichtige om zelf een aangifte in te dienen reeds is verstreken. Bij dit voorstel van aanslag zal echter een formulier worden gevoegd waarmee de belastingplichtige die met het voorstel niet akkoord gaat zijn opmerkingen kenbaar kan maken.

De door de heer *Canon* beschreven situatie, waarbij de twee procedures elkaar doorkruisen, kan zich dus in de praktijk niet voordoen.

Door het koninklijk besluit van 9 mei 1994 (*Belgisch Staatsblad* van 19 mei 1994) werden bepaalde categorieën van belastingplichtigen (op grond van artikel 306 WIB 1992) van aangifteplicht vrijgesteld. Dit was trouwens in het verleden reeds het geval voor de in de artikelen 178 en 179 van het koninklijk besluit tot uitvoering van het WIB 1992 bedoelde belastingplichtigen.

De in bovengenoemd koninklijk besluit bedoelde nieuwe categorie van personen heeft reeds de in bijlage 2 van het Senaatsverslag (Stuk n° 1077-2, blz. 17) opgenomen brief ontvangen.

Wanneer het Parlement onderhavig wetsontwerp goedkeurt, zullen de betrokkenen in de loop van de tweede helft van 1994 of begin 1995 een voorstel van aanslag ontvangen.

De belastingdiensten gebruiken de adressen van de belastingplichtigen zoals zij in het Rijksregister zijn vermeld.

Ook nu doen zich elk jaar problemen voor in verband met de belastingplichtigen die onlangs zijn verhuisd. Het lijkt evenwel onwaarschijnlijk dat zowel het voorstel van aanslag als het aanslagbiljet naar het vroegere adres van de belastingplichtige zouden worden gezonden.

L'avant-projet de loi contenant le Code de procédure fiscale a été soumis (il y a déjà quelque temps) à l'avis du Conseil d'Etat.

En réponse à *M. Olivier*, le ministre confirme que même s'il bénéficie d'une dispense de déclaration, le contribuable aura toujours la possibilité de consulter les pièces de son dossier fiscal de la même manière que s'il avait souscrit une déclaration.

III. — VOTES

Les articles 1^{er} à 7, ainsi que l'ensemble du projet de loi, sont adoptés à l'unanimité.

Le Rapporteur,

M. OLIVIER

Le Président,

J. DUPRE

Het voorontwerp van wet houdende het Wetboek van belastingprocedure werd (reeds geruime tijd geleden) aan de Raad van State voor advies voorgelegd.

Op vraag van *de heer Olivier* bevestigt *de minister* ten slotte dat de belastingplichtige, ook wanneer hij van aangifte is vrijgesteld, steeds inzage kan krijgen van de stukken van zijn belastingdossier, op dezelfde wijze als wanneer hij een aangifte had gedaan.

III. — STEMMINGEN

Artikelen 1 tot en met 7, alsmede het gehele wetsontwerp worden eenparig aangenomen.

De Rapporteur,

M. OLIVIER

De Voorzitter,

J. DUPRE